

SI CARACAS M'ÉTAIT CONTÉ

LE VENEZUELA OU LE FESTIVAL DES FAKE NEWS

A lire les gazettes ces dernières semaines, l'affaire vénézuélienne était réglée d'avance. Une fois l'opposant Juan Guaido, nouveau chouchou médiatique, autoproclamé président, le régime de Nicolas Maduro allait s'effondrer comme un château de cartes. La date avait même été fixée au 23 février, jour où les camions de l'aide dite « humanitaire » venue des Etats-Unis arriveraient à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, sonnait le début de la fin pour le successeur de Hugo Chavez, nouvelle bête noire de Donald Trump.

Rien ne s'est passé comme prévu, car certains ont pris pour réalité ce qui relève de l'infox. Le régime de Nicolas Maduro a beau être chancelant, miné par la misère, la corruption et l'autoritarisme, il garde une influence qui n'est pas négligeable, fruit des premières années du chavisme. Contrairement à ce que qu'annonçaient des médias ayant pris fait et cause pour Juan Guaido, l'armée n'a pas basculé, à l'exception de quelques défections négligeables. Enfin, le chevalier blanc voulant libérer son pays est vite apparu comme le pion des Etats-Unis, ce qui n'est pas forcément un cadeau dans un pays où la haine des « Yankees » est largement répandue.

Tout en soutenant le président autoproclamé, *le Monde* a relaté dans le détail comment son coup de force avait été préparé en sous-main par les faucons de la Maison-Blanche, relayés par des régimes sud-américains mal placés pour faire la leçon démocratique à qui que ce soit. Pour l'heure, l'opération a tourné au fiasco. Certes, l'avenir est incertain. La situation s'est encore dégradée à Caracas en raison des sanctions économiques prises par Washington, en violation de toutes les règles du droit international. Reste que la mise en scène d'un homme débarquant dans les fourgons de l'armée américaine apparaît comme un cadeau inespéré pour Maduro.

Du coup, ceux qui avaient validé l'opération Juan Guaido sans états d'âme sont contraints de faire machine arrière, à l'instar des quelques pays de l'UE (dont la France) qui se sont engagés sans coup férir derrière Donald Trump. Les voilà contraints de mettre en garde contre une éventuelle opération armée qui pourrait plonger la région dans un bain de sang. Sans doute aurait-il fallu y penser avant et faire confiance à l'ONU, qui n'a jamais validé une aide « humanitaire » à vocation militaire et qui a rappelé qu'il fallait plutôt valoriser une solution politique. Au Venezuela comme ailleurs, l'ingérence – même parée des atours les plus séduisants – est une bombe. ■ JACK DION

GONFLÉ

IL A OSÉ LE DIRE

Alain Minc, essayiste, président d'AM Conseil et de la société d'autoroutes Sanef

"Lors de chaque nomination importante, on voit les francs-maçons qui se déchaînent. Ils peuvent même faire virer un dirigeant compétent dans le seul but de le remplacer par un frère !" ■ CHALLENGES, 21 FÉVRIER 2019

PAR HENRI PENA-RUIZ

A-t-on le droit de critiquer Israël ?

Volte-face d'Emmanuel Macron. Il amalgame à nouveau l'antisionisme et l'antisémitisme, malgré l'opposition abyssale entre la critique d'un projet politique et la haine mortifère qui rejette un peuple. Une faute liberticide. En critiquant Israël, l'antisionisme nierait le droit du peuple juif de se constituer en communauté nationale et rejoindrait l'antisémitisme. Pourtant, ce n'est pas l'existence d'Israël qui est contestée, mais la modalité de son affirmation, au détriment du peuple palestinien. Si le droit du peuple juif de se constituer en nation va de soi, il ne peut se réaliser en niant le même droit aux Palestiniens, exilés de leurs propres terres. Comment rendra-t-on justice aux deux peuples si on admet la proclamation d'Israël comme Etat juif, l'annexion de Jérusalem-Est au nom de la « capitale éternelle » d'Israël, et celle de colonies hypocritement rebaptisées « implantations » ? En 1942, lors du Congrès sioniste tenu à New York, Martin Buber et Judah Magnès militèrent pour un Etat binational. David Ben Gourion refusa. Aujourd'hui, l'historien Shlomo Sand se dit « *post-sioniste* » et entend promouvoir un Etat d'Israël soucieux de l'égalité des citoyens qui le composent, qu'ils soient arabes ou juifs. Mais l'imaginaire religieux invoque « *la Terre promise* », et « *le peuple élu* » pour légitimer historiquement le sort infligé aux Palestiniens. Spinoza mettait en garde contre une telle instrumentalisation. Il précisait que Dieu n'élit (éliger : « choisir ») aucun peuple en particulier, mais tous les peuples qui respectent la justice. C'est au nom du « peuple élu » et de « la Terre promise » qu'Yigal Amir assassina Yitzhak Rabin le 4 novembre 1995, « *sur ordre de Dieu* ». Relisons la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 : « *Cher Lord Rothschild, le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif..., étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civiques des collectivités non juives de Palestine.* » La tournure du sionisme bafoue à la fois l'universalisme de Spinoza et les droits des Palestiniens rappelés par la déclaration Balfour. Certes, des antisémites se déguisent en antisionistes. Mais en quoi cela disqualifie-t-il l'antisionisme lui-même ? La condamnation de l'antisémitisme sera d'autant plus forte qu'on ne la brouillera pas par un amalgame scandaleux. ■